

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

Nîmes, le 26/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2024

Contexte et constats

Publié sur 

COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL

Puech de Bole
30620 Uchaud

Références : 2024-11-
Code AIOT : 0006605728

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2024 dans l'établissement COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL implanté Puech de Bole 30620 Uchaud.

La visite est effectuée pour vérifier si les non-conformités relevées lors de la dernière visite du 12/06/2024 ont été corrigées conformément aux prescriptions de la lettre préfectorale de suites du 17/07/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNAUTE COMMUNES RHONY VISTRE VIDOURL
- Puech de Bole 30620 Uchaud
- Code AIOT : 0006605728 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Communauté de Communes Rhony Vistre Vidourle (CCRVV) a été autorisée par déclaration du 9 mars 2004 (récépissé de déclaration n°042.046N) à exploiter la déchetterie située au 131, Route de Boissières, Lieu-dit «Puech de Bole», parcelle n°25/AL, sur la commune d'Uchaud (30620), au titre de la rubrique 2710-2, sur une superficie de 2360 m².

Suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par le décret n°2012-384 du 20 mars 2012, la CCRVV a obtenu le récépissé de déclaration d'antériorité n°14.147N du 7 octobre 2014,

l'autorisant à exploiter la déchetterie de Vergèze sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2710-1a (déchets dangereux) pour un tonnage maximal de 10 tonnes, et sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2710-2 b (déchets non dangereux) pour un volume maximal de 244 m3.

Suite à la visite du 14/06/2024, une déclaration pour l'ajout d'une benne supplémentaire de 30 m3 de déchets non dangereux de mobilier a été effectuée en date du 11/07/2024, pour laquelle la preuve de dépôt n°A-4-GG9CMGUIX a été délivrée à l'exploitant.

Attributs de l'inspection :

Contexte de l'inspection (*Récolement*)

Risques accidentels (*Risque incendie, Sécurité/sûreté*)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement aux prescriptions de la lettre préfectorale de suites du 17/07/2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.3.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
2	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
3	Formations	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.5.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
6	Consignes d'exploitation et de sécurité.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	

7	Documents de l'installation.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
8	Moyens d'intervention en cas d'accident.	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	
9	Obligation de débroussaillage des terrains	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


La visite a conduit à constater que l'ensemble des constats non conformes ont été corrigés répondant ainsi aux prescriptions de la lettre préfectorale de suites du 17/07/2024, à l'exception d'un justificatif que la capacité de la citerne présente est bien adaptée aux besoins en eau d'extinction de la déchetterie, à fournir rapidement.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 2.3.
Thème(s) : Risques accidentels - Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.</p>
Constats : <p>Les brèches dans la clôture ont été réparées.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 2 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.4.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.</p>
Constats : <p>Le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisée en date du 17/10/2024 par Bureau Veritas ne présente aucune observation. Les anomalies constatées lors du contrôle précédent ont été corrigées.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Formations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 3.5.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, aient une formation adaptée.</p> <p>L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté, concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ; <p>La formation peut-être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.</p> <p>Le programme personnalisé de chaque agent et le cas échéant leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le rapport "installations classées" prévu au point 1.4.</p>
Constats : <p>Une attestation de formation du gardien de la déchetterie, M. Philippe ROUX, à la manipulation des extincteurs en date du 24 septembre 2018 a été présentée à l'inspection et des consignes expliquant la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident sont affichées dans le bureau d'accueil et connues du gardien.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Localisation des risques


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.1.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques...). Ce risque est signalé.</p>
Constats : <p>Un plan de la déchetterie localisant les parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre, précisant la nature de ce risque, est affiché à l'entrée de la déchetterie.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024
Prescription contrôlée : <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
Constats : <p>Il a été constaté:</p> <ul style="list-style-type: none">• la présence d'un téléphone fixe opérationnel pour alerter les services d'incendie et de secours;• la présence d'un plan des locaux localisant les zones à risques et les moyens de défense contre l'incendie (extincteurs, citerne);• la présence d'un extincteur mobile sur les aires extérieures. <p>L'exploitant a déclaré avoir vérifié que la citerne était bien remplie au maximum de sa capacité, mais n'a pas été en mesure de préciser cette capacité, n'ayant pas retrouvé les documents d'origine.</p> <p>Une nouvelle benne de déchets combustibles (mobilier) ayant été ajoutée sur la déchetterie depuis l'installation de cette réserve d'eau, il est nécessaire de faire vérifier par le SDIS ou une société spécialisée que la capacité de cette citerne est suffisante au regard du risque à défendre.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Transmettre un justificatif de capacité de la citerne sous 1 mois.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 Mois


N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
Constats : <p>Il a été constaté que les consignes manquantes suivantes étaient affichées:</p> <ul style="list-style-type: none">• les consignes d'exploitation précisant les conditions de conservation et de stockage des produits incompatibles dans le local des DDS;• l'interdiction d'apporter du feu sur la porte du local des DDS;• les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie dans le local d'accueil et rappelées sur le plan des zones à risques affiché à l'entrée;• la procédure d'alerte des services d'incendie et de secours; le numéro de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement étant connu du personnel.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 7 : Documents de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour les documents suivants :</p> <p>- les plans, en particulier, pour les installations concernées :</p> <ul style="list-style-type: none">• les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;• le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ; <p>Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.</p>
Constats : <p>Un plan d'implantation des installations, localisant les zones à risques avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des équipements et moyens de lutte contre l'incendie est affiché à l'entrée de la déchetterie et donc facilement accessible par les services d'incendie et de secours.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Moyens d'intervention en cas d'accident.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 12/08/2024
Prescription contrôlée : <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p>
Constats : <ul style="list-style-type: none">• Le registre de sécurité présenté a été complété de l'inventaire des extincteurs présents sur le site.• Les abords de la citerne présente à l'intérieur du site près de l'entrée ont été débroussaillés permettant ainsi son repérage et son accessibilité par les services d'incendie et de secours;• le remplissage complet de la citerne a été vérifiée par le gardien.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Obligation de débroussaillage des terrains

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L.511-1 et L.512-8
Thème(s) : Risques accidentels - Prévention des risques d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• Date d'échéance qui a été retenue : 31/07/2024
Prescription contrôlée : <p>Article L.511-1:</p> <p>Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>Article L.512-8:</p> <p>Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.</p>
Constats : <p>Le débroussaillage des abords de la déchetterie et de la citerne a été réalisé.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N° 4 Localisation des risques



Plan des zones à risques

N° 5 Moyens de lutte contre l'incendie



20241113_112334